



Martial Foucault, en décembre 2018, à Sciences Po, à Paris. ALEXIS SCIARDI/IP3

# « Le grand débat, un outil de mesure inédit »

Le Cevipof délègue une équipe de chercheurs qui suivra 200 débats en France. Pour son directeur, Martial Foucault, l'expérience est l'occasion de mieux évaluer la situation sociale des Français

PROPOS RECUEILLIS PAR CATHERINE VINCENT

Une initiative de recherche participative, neutre et indépendante du dispositif du grand débat national, a été lancée pour constituer un Observatoire des débats. Menée conjointement par l'Institut de la concertation et de la participation citoyenne, le groupement d'intérêt scientifique Démocratie et participation et le centre de recherches politiques Cevipof (CNRS-Sciences Po), elle a pour objectif de dessiner le portrait social et politique de cette expérience inédite. Martial Foucault, directeur du Cevipof, nous livre les premiers enseignements de ces travaux.

**Dans le cadre de l'Observatoire des débats, le Cevipof assure le suivi de 60 débats par semaine (soit près de 200 au total), sélectionnés par tirage au sort afin de représenter au mieux l'ensemble du territoire français. Que vous apprend d'ores et déjà cette enquête ?**

Premier constat : le nombre de débats varie beaucoup selon les départements. On en compte très peu en Corse, dans le Finistère ou l'Indre, beaucoup dans le Loiret, les Alpes-de-Haute-Provence, la Drôme, le Doubs ou le Tarn. Dans certains d'entre eux, les débats ne sont pas toujours à l'initiative des maires et des élus, mais plutôt des associations à but non lucratif ou des citoyens. Dans d'autres, les Yvelines par exemple, les débats sont massivement organisés soit par les élus, soit par des associations à but lucratif – fédération du bâtiment, de la chasse, de la boucherie, etc. Les initiateurs des débats dépendent donc étroitement de la sociologie de ces départements.

On observe par ailleurs une déficience très grande de débats dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville. De même, sur les 4 400 débats qui avaient été déclarés autour du 10 février, seuls 250 concernent des communes de moins de 500 habitants, alors que ces dernières sont 22 000 en France. Les débats se concentrent plutôt dans des villes de 10 000 à 30 000 habitants. Parmi les participants, on compte environ un tiers de femmes et deux tiers d'hommes. Très peu de « gilets jaunes » – mais ces derniers sont souvent remerciés pour avoir donné l'occasion de cet exercice démocratique –, très peu de minorités visibles. Peu de jeunes également, beaucoup de personnes âgées de plus de 60 ans.

**Vous avez vous-même assisté à plusieurs débats. Comment se déroulent-ils ?**

En général, les participants ne se connaissent pas et viennent aussi pour échanger – dans l'expression la plus noble du mot, c'est-à-dire avec l'idée de construire une sociabilité par l'échange. Pour autant, la prise de parole est souvent cadenassée par quelques-uns. Beaucoup restent silencieux : les modalités du débat ne leur permettent pas véritablement de se désinhiber et d'avancer des arguments. La plupart du temps, ces débats ne constituent donc pas de grands moments de démocratie délibérative. Mais il y a des exceptions. Dans le Loiret, par exemple, j'ai assisté à un débat organisé sous forme d'ateliers. Une vingtaine de tables avaient été préparées, avec huit à dix personnes par table : les participants discutaient sur les quatre thématiques simultanément, et toutes les trente minutes changeaient de table. Tout le monde a ainsi pris la parole, et une vraie délibération a eu lieu. Sur certains thèmes, la somme des interventions a même débouché sur un consensus, permettant de dégager l'élément important à faire « remonter » dans les conclusions.

**Interrogé par France Inter sur le grand débat, le philosophe Bruno Latour affirme qu'« il ne faut pas demander aux gens de donner leurs opinions, mais de décrire leurs conditions d'existence et de dépendance ». Qu'en pensez-vous ?**

Les quatre thématiques proposées par le gouvernement encadrent très fortement le débat, et ce que propose Bruno Latour – que les gens se mettent à nu – pourrait en effet être un préalable. Selon ce qui en ressortirait, cela pourrait inciter les modérateurs à accorder plus d'importance à certaines thématiques qu'à d'autres. Or, c'est le contraire qu'on observe. Il est bien prévu un moment d'expression libre, où les participants peuvent faire état de leur quotidien, partager ce qui leur pèse, mais celui-ci vient après la séquence cadrée. Ce qui ressort de ce temps de parole libre n'en est pas moins intéressant, car c'est leur ressenti qu'ils expriment alors. Au plan local, d'une part, sur la manière dont certaines modifications pourraient améliorer leur quotidien. Au plan national, d'autre part, d'où ressort une défiance terrible vis-à-vis des élus. En ce qui concerne la vie politique, la demande d'exemplarité revient de façon récurrente. Ainsi que celle d'une plus grande transparence : ces personnes souhaitent être associées à la décision publique et, pour cela, recevoir au préalable une information transparente et simplifiée.

**Les conditions d'un « bon » débat vous semblent-elles respectées ?**

Les règles de base d'un débat républicain – laisser les orateurs s'exprimer, ne pas tenir de propos racistes ou homophobes, etc. – sont énoncées dès le départ, et globalement respectées. Je vois par ailleurs deux conditions importantes à la bonne qualité de ces moments de démocratie délibérative. La première, c'est que les modérateurs puissent faire un pas de côté par rapport aux quatre thématiques propo-

sées, en ne mettant pas sous silence les voix qui s'élèvent pour parler d'autre chose – ce qui n'est pas toujours le cas. La seconde, c'est de poser comme préalable que le débat ne doit pas nécessairement déboucher sur des propositions. Or, au contraire, cet objectif est souvent rappelé par les animateurs, avec le risque d'aboutir à un catalogue à la Prévert et d'inhiber la parole du plus grand nombre. Beaucoup considèrent en effet qu'ils ne sont pas des techniciens et craignent de ce fait que leur proposition ne soit pas crédible. Le débat y perd en spontanéité. On observe principalement des prises de paroles ordonnées, presque chronométrées parfois.

Cela dit, il arrive assez souvent que le débat commence... après le débat. Un bon tiers des participants restent sur place pour poursuivre l'échange et se mettent à développer leurs arguments en essayant d'en dérouler les conséquences logiques. On assiste alors à un vrai moment délibératif. Je suis frappé de voir que les participants sont souvent bien plus politisés qu'on le croit : ils comprennent la difficulté de la prise de décision et ont conscience de la complexité de la réalité du terrain.

**Aux côtés de ces observations factuelles, quels nouveaux éléments d'analyse politique espérez-vous obtenir à travers cette enquête ?**

En premier lieu, savoir quels sont les participants au grand débat. Dessiner un portrait social de cette participation, en le contextualisant territorialement, et voir en quoi ce portrait se démarque de ce que l'on connaît de la population française. Cet exercice inédit est également l'occasion de dépasser le paradigme qui a vécu depuis des dizaines d'années, où l'on positionne les individus au regard de critères objectifs – l'objectivité étant essentiellement mesurée par les conditions sociales des personnes. Ce paradigme n'est pas inopérant, mais il a montré ses limites.

L'idée est donc de compléter en déterminant la situation sociale des participants au regard de critères subjectifs. Notamment leur niveau de confiance en eux et vis-à-vis des autres, et le niveau de satisfaction de la vie qu'ils mènent. C'est la raison pour laquelle les chercheurs qui participent à l'enquête du Cevipof, lorsqu'ils assistent à un débat, proposent un questionnaire dans lequel sont posées ces deux questions à caractère subjectif. Les réponses nous permettront peut-être de mieux comprendre les attentes et les frustrations des participants vis-à-vis de cette expérience. Et de confirmer ce que l'on a observé pendant des mois durant la campagne présidentielle de 2017 : la mesure de la solitude sociale, du ressenti de l'isolement social, ne dépend pas exclusivement de positions socioprofessionnelles. Il était notamment apparu qu'un immense fossé séparait l'électorat de Marine Le Pen de celui de Jean-Luc Mélenchon : ces deux électeurs ont des niveaux de revenus convergents et très bas, mais ce qui les oppose, c'est que les premiers n'ont absolument pas confiance en eux-mêmes, alors que les seconds déclarent un niveau de confiance élevé. ♦

## RÉSONANCES

PAR MICHEL NAEPELS, ANTHROPOLOGUE

# CES VIOLENCES COLONIALES INVISIBLES

Les échanges vifs entre Emmanuel Macron et Victorin Lurel, sénateur de la Guadeloupe, qui ont eu lieu le 1<sup>er</sup> février à l'Élysée lors du volet outre-mer du grand débat national sur le chlordécone ont eu le mérite de rappeler l'histoire stupéfiante de cet insecticide organo-chloré (de la famille du DDT). La production de cette substance a été interdite aux États-Unis dès 1976 en raison des troubles neurologiques subis par les ouvriers et riverains de l'usine d'Hopewell qui la fabriquait. Son caractère de perturbateur endocrinien est établi. Il fut pourtant utilisé intensivement aux Antilles françaises de 1973 à 1993 pour lutter contre le charançon du bananier, grâce aux autorisations successives de quatre ministres de l'agriculture. La vente du chlordécone y est finalement interdite en 1990, mais son usage demeure autorisé jusqu'en 1993. Sa présence persistante dans les sols et les eaux de rivières est à l'origine de la contamination de certains aliments (oiseaux, poissons, coquillages et crustacés, racines et tubercules). Suivant un processus classique de bioaccumulation dans la chaîne alimentaire des produits toxiques (que les organismes ne parviennent pas à éliminer), le chlordécone se retrouve le polluant le plus répandu dans le sang des Antillais ; plus de 90 % de la population adulte est contaminée. Le Centre international de recherche sur le cancer (l'agence spécialisée de l'OMS) a classé le chlordécone comme cancérigène possible en 1979. La Guadeloupe et la Martinique présentent le plus fort taux de cancers de la prostate au monde, et, dès 2010, certaines études scientifiques établissent une association positive entre chlordécone et cancer de la prostate, dont celle publiée dans le *Journal of Clinical Oncology* (« Chlordecone Exposure and Risk of Prostate Cancer », volume 28, n° 21, 20 juillet 2010, p. 3 457 à 3 462).

## CHLORDÉCONE ET TRÉMOLITE, MÊME COMBAT

En m'inscrivant dans un vaste mouvement de renouvellement des études coloniales, j'ai pu observer dans mon travail anthropologique et historique sur la Nouvelle-Calédonie que le gouvernement colonial n'était pas seulement un ordre politique et policier. C'était aussi un ordre sanitaire. Sur la Grande Terre, et notamment dans la région de Houailou où j'ai travaillé, l'obligation, mise en œuvre par l'administration coloniale dans les années 1930, de détruire systématiquement les cases kanak pour les remplacer par de nouvelles maisons en torchis (sur le modèle des habitations coloniales et missionnaires) entraîna le chaulage des nouvelles maisons avec une roche blanche friable disponible sur place, la trémolite, une forme d'amiante. Soixante ans plus tard, une étude épidémiologique a montré que cette politique est à l'origine des taux de cancer de la plèvre parmi les plus élevés du monde chez les Kanak des régions où cette peinture d'amiante était utilisée (Goldberg P., Luce D., Billon-Galland M.A., Quénel P., Salomon-Nékirai C. et al., 1995, « Rôle potentiel de l'exposition environnementale et domestique à la trémolite dans le cancer de la plèvre en Nouvelle-Calédonie », *Revue d'épidémiologie et de santé publique*, n° 43, p. 444-450). L'association de ces prévalences élevées de cancers à des situations coloniales est particulièrement frappante.

Le cas antillais est encore plus étroitement lié à l'histoire coloniale des possessions françaises, puisque l'exposition au chlordécone est issue de la volonté de préserver une économie de plantation, désormais centrée sur la banane, qui hérite directement des inégalités coloniales constituées dans la période esclavagiste. Le peu de considération pour la santé des travailleurs comme pour la préservation de l'environnement en est l'un des traits marquants. Vingt-cinq ans après la fin de son utilisation, le chlordécone est très durablement installé dans les corps, dans les vies, dans les aliments, dans les terres en Guadeloupe comme en Martinique. Cette vie abîmée, intoxiquée, à laquelle nos concitoyens sont exposés s'inscrit dans une histoire durable de violences invisibles, qui n'ont pas cessé avec l'abolition de l'esclavage en 1848. ♦

MICHEL NAEPELS

Anthropologue et historien, directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS) et directeur de recherche au CNRS.